

Levine, Marc V. *The Reconquest of Montreal: Language Policy and Social Change in a Bilingual City*. Philadelphia: Temple University Press, 1990. Pp. xviii, 285. Index. \$US39.95 Hard

Jaël Mongeau

Volume 24, numéro 1, octobre 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1019242ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1019242ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (imprimé)

1918-5138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Mongeau, J. (1995). Compte rendu de [Levine, Marc V. *The Reconquest of Montreal: Language Policy and Social Change in a Bilingual City*. Philadelphia: Temple University Press, 1990. Pp. xviii, 285. Index. \$US39.95 Hard]. *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 24(1), 67–68.
<https://doi.org/10.7202/1019242ar>

ondary source materials while others utilize a variety of source materials. Some chapters recognize the importance of issues such as gender relations, ethnicity, or class, while others seem to neglect or ignore the same.

Of particular importance to the study of community is the conceptual framework of the subject matter. When general themes are discussed, such as metropolitanism, dependency, or the globalization of capital as well as more specific themes such as government relations, health and safety, or the impact of technological change, they provide this framework. In *Sudbury: Rail Town to Regional Capital*, the editors offer little context for the study of community. Sudbury does not exist in a vacuum. Rather, it is part of a continually changing network that must be seen in light of the larger questions of community.

Inclusion of these larger questions would also have taken the discussion beyond the so-called urban experience, which is but one component of the overall settlement experience. To understand community and process of community, it is imperative to incorporate broader components. The focal point of analysis is community, not just the urban community. While the urban experience of the Sudbury district may have commenced in 1883, the settlement experience did not.

Robertson Robson, Department of Indigenous Learning, Lakehead University

Levine, Marc V. *The Reconquest of Montreal: Language Policy and Social Change in a Bilingual City*. Philadelphia: Temple University Press, 1990. Pp. xviii, 285. Index. \$US39.95 Hard.

Ce livre retrace l'évolution linguistique de Montréal de la Conquête (1760) à aujourd'hui,

en s'attardant sur l'impact des politiques gouvernementales sur cette évolution. Il se lit presque comme un roman.

Après le chapitre d'introduction, les chapitres 2 à 6 suivent l'ordre chronologique des événements: Montréal avant la Révolution Tranquille, la Révolution Tranquille, les crises linguistiques de 1967–1969, la polarisation des positions entre 1970 et 1976, les années au pouvoir du Parti Québécois et l'après-Parti Québécois.

Ainsi, le chapitre 2 est consacré à ce qu'était la réalité linguistique de Montréal avant la révolution tranquille (1960), c'est-à-dire une ville essentiellement anglaise, parce que dominée économiquement par une minorité anglophone qui ne faisait que peu de cas de la présence d'une majorité francophone. Les risques de conflit linguistique étaient minimisés par la division géographique entre les deux groupes. Quand une menace de conflit pointait, elle était étouffée par des accommodations à l'amiable entre l'élite économique anglophone et l'élite politique francophone ("consociational entente").

Le chapitre suivant touche la Révolution Tranquille dans ses répercussions sur la question linguistique. Deux aspects de la Révolution Tranquille ont eu un profond impact sur les relations linguistiques à Montréal: premièrement le passage de l'idéologie de la survivance à celle d'un néo-nationalisme qui appelait à la création d'une communauté culturelle moderne; deuxièmement la croissance du rôle de l'Etat (création d'un ministère de l'Éducation, nationalisation de l'Hydro-Québec, etc.). Le grossissement de l'appareil étatique a eu pour effet de créer une nouvelle classe moyenne qui s'est sentie frustrée quand elle a voulu pénétrer les milieux de l'entreprise privée dominés par les anglophones.

Le chapitre 4 rappelle tout d'abord les événements de Saint-Léonard, qui ont débuté en novembre 1967, quand la Commission scolaire catholique a décrété que les écoles bilingues sous sa juridiction deviendraient des écoles françaises. Ces événements ont amené le gouvernement du Québec à légiférer pour la première fois dans le domaine linguistique. Les batailles autour des projets de loi 63 (finalement adopté) et 62 (retiré) marquent la fin de l'ordre ancien: les disputes autour de la langue ne peuvent plus être réglées par des ententes entre élites. Il devient de plus en plus évident pour la communauté francophone que l'anglicisation des immigrants au moyen de l'école pose une menace fondamentale à la survivance du français à Montréal.

Au chapitre 5, l'auteur montre comment, à la suite de la Crise d'octobre, le Premier Ministre Bourassa veut ménager la chèvre et le chou en créant la loi 22, qui s'avérera un désastre politique, surtout dans le domaine de l'éducation (les candidats à l'école anglaise devront démontrer une connaissance "suffisante" de l'anglais). Cette incompétence de Bourassa à formuler une loi claire favorisera l'élection du Parti Québécois.

Le chapitre 6 est consacré à la loi 101, ou Charte de la langue française, et à ses effets politiques. "La loi gagna rapidement le support quasi-unanime de la communauté francophone comme étant la pierre angulaire légale et symbolique de la reconquête francophone" (p. 119). Par son entremise, les anglophones cessent d'être l'un des deux groupes qui contrôlent Montréal pour devenir la minorité la plus importante d'une société francophone. Le grand résultat de la Loi 101, c'est qu'aucun anglophone ou allophone ne remet plus publiquement en question la politique de la francisation des immigrants. Cependant, en dépit des change-

ments opérés par la Loi (diminution des inscriptions dans les écoles anglaises, baisse de la dépopulation du côté français, intégration des immigrants à l'école française), les anglophones demeurent une minorité linguistique privilégiée, avec leurs écoles et leurs institutions sociales autonomes.

Les chapitres 7 et 8 font un bilan de la situation linguistique à Montréal, tandis que dans le chapitre 9, l'auteur avance des hypothèses quant à l'avenir du français à Montréal.

Le chapitre 7 porte sur le rôle de l'Etat québécois dans la suppression de la division du travail selon la langue. Ce rôle s'est exercé de trois façons: premièrement par une croissance de la fonction économique de l'Etat (expansion de la bureaucratie qui a favorisé les montréalais francophones; programmes d'aide à l'entreprise privée; création de corporations d'Etat qui ont aidé à développer le capitalisme francophone, comme la Société générale de financement, la Caisse de dépôt et de placement et l'Hydro-Québec), deuxièmement en opérant une réforme en profondeur du système d'éducation, troisièmement par son programme de francisation des entreprises.

Le chapitre 8 fait état de la francisation de l'économie montréalaise. Malgré les progrès enregistrés, certaines inégalités persistent. Ainsi, le français est de plus en plus la langue de travail dans toutes les sphères de l'économie, mais l'anglais reste plus important dans les plus hautes. On assiste à l'émergence d'entreprises francophones d'envergure mondiale, mais le contrôle francophone continue d'être concentré dans les petites et moyennes

entreprises, plus fragiles, moins productives et qui desservent surtout le marché local. L'écart de revenu entre les francophones et les anglophones s'est amoindri, mais les anglophones bilingues occupent encore le haut de l'échelle. Il n'y a pas de consensus au sujet du rôle joué par les politiques linguistiques et les autres actions gouvernementales dans la francisation de l'économie montréalaise. Cette dernière a bénéficié de facteurs structurels: le déplacement de focus du marché canadien au marché québécois, la tertiarisation de l'économie montréalaise, l'exode rural qui a contribué à créer une masse critique de population à desservir à Montréal.

Le bilinguisme a augmenté à Montréal, mais la controverse sur la langue d'affichage et l'élection de quatre députés du parti Egalité montrent la persistance des clivages linguistiques. Les contacts entre francophones et anglophones sont encore assez rares: la distance sociale entre les deux groupes leur permet de sauvegarder leur identité. De nos jours, plus que l'existence d'une minorité anglophone privilégiée à Montréal, le statut de l'anglais comme langue internationale de la science et de la technologie, l'immersion permanente de Montréal dans un univers anglo-américain et la présence d'une importante minorité non francophone apparaissent comme les menaces principales à la survivance du français à Montréal.

L'ouvrage de Marc Levine est fouillé et nuancé. Fouillé, il fait appel aux sources tant formelles qu'informelles, et cela, dans les deux langues; il fait même état de détails qui ont leur importance dans la vie quotidienne, par exemple le fait que jusque dans les années cinquante,

les commis des grands magasins du centre-ville étaient unilingues anglophones (p. 16). Nuancé, il évite les explications simplistes de la domination économique des anglophones (p. 18), il rend compte de la diversité des opinions au sein de la communauté anglophone (p. 9) et même au sein du Parti Québécois (p. 113). Marc Levine est même clairvoyant: il avait prédit l'échec de l'accord du Lac Meech. Cet ouvrage devrait être lu par tous les anglophones, parce qu'ils ont de la difficulté à comprendre les problèmes de ceux qui n'ont pas le privilège d'avoir comme langue d'usage la langue internationale des affaires, de la science et de la technologie.

On peut toutefois reprocher à Marc Levine de ne pas apporter certaines explications assez tôt dans son ouvrage, pour les lecteurs qui ne connaissent pas bien les institutions canadiennes et québécoises. Par exemple, la première fois qu'il mentionne le rapatriement de la Constitution en 1981, il omet de mentionner que le Québec n'a pas ratifié la nouvelle Constitution (p. 128). De la même façon, il n'explique qu'en page 186 le Mouvement Desjardins, après l'avoir mentionné pour la première fois 34 pages plus tôt (p. 152).

Par ailleurs, étant donné la qualité d'ensemble de l'ouvrage, on ne peut que déplorer que les épreuves n'aient pas été revues par un(e) francophone: les erreurs répétées dans les accents de mots français irritent le lecteur.

Jaël Mongeau, INRS-Urbanisation